

Réunion du Conseil de gouvernement du jeudi 29/11/2012

Le conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté le projet de décret 2-12-625, modifiant et complétant le décret 2-09-168 relatif aux prérogatives et à l'organisation des directions régionales du ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime, secteur de l'Agriculture.

Le conseil de gouvernement adopte un projet de décret relatif aux prérogatives des directions régionales du ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime

Ce décret, présenté par le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, intervient dans le cadre de la priorité et l'importance accordées par le projet gouvernemental à la problématique du développement rural, notamment en procédant au renforcement des moyens financiers du Fonds pour le développement rural qui a été porté de 500 MDH en 2011 à 1 MMDH en 2012 et à 1,5 MMDH en 2013, a indiqué le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

Ce décret vise à mettre en œuvre cette orientation à travers la création d'une direction centrale de développement rural et des zones montagneuses au sein du ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime.

Cette direction sera chargée de missions cruciales, notamment l'élaboration d'une stratégie de développement rural, le suivi et l'évaluation de la réalisation des projets de développement, outre la coordination et la coopération avec les organisations de la société civile actives dans le domaine du développement rural.

Elle assurera, également, le secrétariat de la Commission ministérielle permanente du développement de l'espace rural et des zones montagneuses.

Adoption d'un projet de décret fixant les conditions d'octroi des bourses d'études

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret fixant les conditions d'octroi des bourses d'études et les modalités d'allocation des crédits nécessaires auprès de l'Office national des œuvres universitaires et sociales.

Le projet, présenté par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, porte sur la révision de la grille des bourses des études supérieures au Maroc dans le sens de leur revalorisation, en harmonie avec les dispositions de la Constitution appelant au soutien et à la solidarité sociale en vue de garantir une plus grande égalité des chances entre les étudiants.

En vertu de ce texte, les bourses seront octroyées selon trois principaux critères, en l'occurrence les conditions sociales, le mérite et l'encouragement des spécialités prioritaires. Elles seront classées en trois catégories: 6.334 DH (1ère échelle), 7.334 DH (2ème échelle) et 12.154 (3ème échelle), indique

le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, dans un communiqué lu au cours d'un point de presse, au terme de la réunion du Conseil.

La première échelle concerne la préparation d'une licence d'études fondamentales, d'une licence professionnelle, d'un diplôme de docteur en médecine, en pharmacie et en médecine dentaire, un diplôme d'ingénieur d'Etat, ainsi que les certificats de 1er et 2ème cycles délivrés par les établissements universitaires et les établissements d'enseignement supérieur ne relevant pas des universités, conformément aux textes organiques en vigueur.

Quant à la 2ème échelle, elle englobe la préparation d'un master, d'un master spécialisé ou des diplômes de spécialisation en médecine, en pharmacie, en biologie ou en médecine dentaire.

La troisième catégorie des bourses d'études supérieures se rapporte à la préparation du Doctorat.

La valeur des bourses a été fixée à 1.253 million de dirhams pour 2013, contre 718 millions en 2012. Le nombre d'étudiants bénéficiaires s'élève désormais à 216.800, au lieu de 177.000 en 2012.

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de loi relatif à l'Ecole nationale de l'industrie minérale de Rabat

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi sous la présidence du chef du gouvernement, M. Abdelilah Benkirane, a adopté un projet de loi no 89-12 relatif à l'Ecole nationale de l'industrie minérale de Rabat.

Présenté par le ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement, ce projet de loi vise à accompagner la nouvelle réforme pédagogique de l'enseignement supérieur et ce, à la lumière de la classification de l'Ecole nationale de l'industrie minérale de Rabat parmi les établissements de l'enseignement supérieur qui ne relèvent pas des universités, conformément au décret no 2.03.201 du 21 avril 2006, selon le communiqué lu par le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue de ce Conseil.

Ce projet de loi fixe les missions principales de l'Ecole nationale de l'industrie minérale de Rabat notamment dans les domaines de l'ingénierie relative à l'industrie et aux mines. Il détermine également les modalités de la formation continue, de recherche scientifique, de supervision des projets innovants et de développement des activités des entreprises.

En vertu de ce projet de loi, il a été procédé à la mise en conformité avec la loi 00-01 qui organise la formation et l'enseignement au sein de cette école et à la concrétisation de la réforme structurelle à travers la création d'un conseil de l'établissement et d'un comité scientifique.

L'administration de l'Ecole nationale de l'industrie minérale de Rabat est assurée par un conseil d'administration, d'un directeur nommé conformément à la loi no 00.01, de deux directeurs-adjoints et d'un secrétaire général